

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

(Décret n ° 83-1020 du 29-11-1983 – articles 7, 21, 24-2 et 24-3)

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2023 a un total de **5.963.975 €** et un compte de résultat dégageant un résultat de + **224.772 €**.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 12 janvier 2024.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

I. INFORMATIONS GENERALES**1) Identification de l'OGEC, objet social, activités, moyens mis en œuvre**

L'OGEC Notre Dame de Poissy est installé au 14 avenue Blanche de Castille à Poissy (78300) et gère l'Institution Notre Dame de Poissy.

L'établissement scolaire a été créé en 1967. Il est composé aujourd'hui d'environ 1.000 élèves in situ, répartis de la maternelle jusqu'au collège.

Activités pédagogiques**Enseignement primaire**

- Maternelle : 113 élèves (4 classes)
- Elémentaire : 284 élèves (10 classes)

Enseignement secondaire

- Collège : 635 élèves (22 classes)

Activités annexes

- Restauration scolaire
- Etudes surveillées
- Garderie

• Moyens mis en œuvre :

- Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat : 57 (et 6 AESH)
- Personnel salarié OGEC : 28 ETP
- Locaux scolaires : 7850 m², contrat de mise à disposition avec l'AECY l'organisme propriétaire

2) Faits marquants de l'exercice

- A la rentrée 2021, une convention tripartite avait été signée entre l'Institution Notre Dame, l'Etat et l'établissement privé agricole Sully pour une ouverture d'une classe de 6^{ème} basée à Magnanville mais rattachée administrativement à Notre Dame de Poissy.

A la rentrée 2022, une nouvelle classe de 5^{ème} a été ouverte au lycée Sully rattachée administrativement à Notre Dame de Poissy.

- Les travaux réalisés au cours de l'été 2023 sont les suivants :

- * changement des menuiseries aluminium du bâtiment home
- * réfection du couloir R+2 du bâtiment principal
- * renouvellement du mobilier de 2 classes de CE2
- * réfection de la peinture de 2 autres classes du 1^{er} degré
- * achat de 3 VPI pour le 1^{er} degré

3) Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1) Durée et dates de l'exercice comptable

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023.

2) Référentiel comptable

Les compte annuels de l'exercice clos au 31 août 2023 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la FNOGEC (Fédération Nationale des Organismes de Gestion des établissements de l'Enseignement Catholique).

3) Changements comptables

L'exercice ouvert le 1^{er} septembre 2020 et clos le 31 août 2021 avait été caractérisé par la **première application** du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui succède au règlement CRC n°1999-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

Pour le présent exercice comptable ouvert le 1^{er} septembre 2022 et clos le 31 août 2023, il n'y a pas eu de changement comptable

III. NOTES SUR LE BILAN

1) Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).
Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (tableau 1).

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).
Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (tableau 1).

Les amortissements

En application du Règlement ANC 2014-03, les actifs sont amortis en fonction de leur durée d'utilisation.
Elle consiste à décomposer les bâtiments à usage scolaire en « composants » qui sont ensuite amortis suivant leur durée prévisionnelle d'utilisation.

Les durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Installation de chantier	1 an
Démolition	1 an
Réseaux enterrés	25 ans
Terrassement	25 ans
Maçonnerie	25 ans
Charpente	25 ans
Etanchéité/isolation	20 ans
Façade	20 ans
Menuiserie extérieure (fenêtres)	20 ans
Menuiserie intérieure (portes)	10 ans
Serrurerie	10 ans
Plâtrerie	10 ans
Electricité	10 ans
Chauffage	10 ans
Faux-plafonds	10 ans
Sols souples	10 ans
Carrelage	15 ans
Peinture	8 ans
Cloisons amovibles	8 ans
Alarme	8 ans
V.R.D	8 ans
Plomberie	8 ans
Mobilier de bureau	3 à 10 ans
Matériel sportif	5 ans
Matériel informatique	1 à 3 ans
Mobilier scolaire	3 à 5 ans
Matériel pédagogique	3 à 5 ans
Equipements pédagogiques (taxe apprentissage)	3 à 5 ans

En application du Règlement ANC 2014-03, les actifs non identifiés, ou ne procurant pas d'avantage économique futur sont sortis du bilan.

2) Dépréciations d'éléments d'actif

Appliqué mais non significatif.

Echéances des créances et des dettes

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (annexe 2).

3) Evaluation des valeurs mobilières de placement

Non concerné.

4) Fonds propres

Un tableau des variations des fonds propres est joint (annexe 3).

5) Subventions d'investissement

Les comptes annuels sont élaborés conformément aux dispositions du Code de Commerce ainsi que selon les principes des règlements suivants émis par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) :

- règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, modifié par le règlement ANC n° 2020-08.
- règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général, modifié par les règlements ANC n° 2015-06 et n° 2016-07

Un changement de méthode comptable concerne le traitement des subventions d'investissement qui se rapproche du traitement prévu par le PCG.

Les subventions sont comptabilisées au moment de la notification et elles sont reprises en résultat au rythme des amortissements des immobilisations auxquelles elles se rapportent.

Un tableau de suivi des subventions d'investissement est joint (annexe 4).

6) Provisions**Provision pour retraite**

L'OGEC Notre Dame suit les recommandations relatives aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite selon les modalités définies par la Convention Collective Nationale de l'Enseignement Privé Non Lucratif (Avenant n° 2020-03 du 13 octobre 2020).

La provision est calculée pour le personnel rémunéré par l'Association en incluant les cotisations sociales. Au 31/08/2023, le montant de l'engagement retraite s'élève dans les comptes à 76.417 €.

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1) Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

Les cotisations sont comptabilisées lors de l'appel de cotisation.

Les cotisations APEL collectées puis reversées sont comptabilisées dans un compte de tiers, sans impact sur le résultat.

2) Information sur les concours publics et les subventions

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 avait mis en évidence au 1^{er} septembre 2020 une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en compte 73 qui comprenaient :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

3) Effectif employé pendant l'exercice

Au cours de l'exercice 2022/2023, il a été versé des rémunérations à 80 salariés.

L'effectif moyen (ETP) sur 12 mois est de 28,90.

4) Rémunération des dirigeants

Au titre de l'exercice, l'OGEC Notre Dame a versé à ses deux dirigeants des rémunérations brutes annuelles pour un total de 96.437 €.

Les dirigeants ne bénéficient pas d'avantage en nature.

5) Honoraires des commissaires aux comptes

Montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice : 13.333 €.

V. AUTRES INFORMATIONS

1) Contributions volontaires en nature

Contrat de mise à disposition des locaux

L'Association de gestion Notre Dame dispose, au titre d'un contrat de mise à disposition de terrains et locaux sur la commune de Poissy, 14 avenue Blanche de Castille et 7 rue de l'Enclos de L'Abbaye sur lesquels sont élevées plusieurs constructions à usage scolaire.

Les constructions figurant à l'actif du bilan de l'Association correspondent aux bâtiments qu'elle a édifiés dans le cadre du prêt d'usage accordé par l'Association cantonale Saint-Paul de Poissy évoqué ci-dessus ; Le présent contrat est consenti et accepté pour une durée de dix années à compter du 01/05/20 pour se terminer le 30/04/30.

L'avantage économique que représente cette mise à disposition gratuite répond à la définition d'un droit incorporel qui doit être comptabilisé d'après le nouveau règlement ANC 2018-06 comme une mise à disposition à titre gratuit dont le mode de valorisation est un équivalent loyer.

Pour calculer cet équivalent loyer, la surface retenue dans le contrat d'assurance est de 7.600 m² hors 256 m² de préaux. D'après une note UROGEC d'octobre 2017, le coefficient de valorisation retenu est de 1.

Un appel téléphonique à Delphine FAVREAU de l'UROGEC nous a appris que, d'après une étude effectuée en 2017, le coût de construction était compris entre 3.000 € et 4.000 € avec un taux de 3% à 4% à utiliser pour le calcul de l'équivalent loyer.

Avec un prix retenu de 3.500 € et un taux de 3,5% on arrive à un équivalent loyer de 800.000 €.

En application de la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020), un équivalent loyer a été comptabilisé dans les comptes au 31 août 2021 pour un montant de 800.000 € dans les comptes spéciaux (8611) par la contrepartie d'une prestation gratuite du propriétaire (8711).

Contributions en travail

Le bénévolat étant peu significatif au sein de l'OGEC Notre Dame, il n'est pas chiffré.

2) Engagements hors bilan

- Un emprunt souscrit en 2015 auprès du Crédit Mutuel pour financer *le self* (phases 1 et 2) (1.700.000 € sur 10 ans) avec un solde de 405.078 € au 31/08/23 bénéficie de 2 cautions :
 - 50% Ville de Poissy
 - 50 % AECY
- Un emprunt souscrit en 2019 auprès du Crédit Mutuel pour financer *les bureaux administratifs et laboratoire sciences physiques* (phase 3) (1.150.000 € sur 15 ans) avec un solde de 882.477 € au 31/08/23 bénéficie de 2 cautions :
 - 50% Ville de Poissy
 - 50 % AECY
- Un emprunt souscrit en 2021 auprès du Crédit Mutuel pour financer *les travaux d'été 2021* (166.000 € sur 3 ans) avec un solde de 60.318 € au 31/08/23 bénéficie d'1 caution :
 - 100 % AECY